

sont à jour du paiement de la contribution prévue par cet article. Elles justifient de cette condition en produisant une attestation de paiement fournie par l'organisme collecteur.

## R. 6331-49

Décret n°2022-956 du 29 juin 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les personnes mentionnées au premier alinéa de l'article **L. 6331-53** adhèrent à l'opérateur de compétences mentionné au 1° du même article.

## R. 6331-50

Décret n°2022-956 du 29 juin 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'agrément de l'opérateur de compétences mentionné au 1° de l'article **L. 6331-53** est prononcé par arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, des gens de mer et de la pêche maritime.

La délivrance de l'agrément est subordonnée à la condition que l'opérateur de compétences intervienne dans un champ caractérisé par des métiers, des emplois et des compétences proches de ceux des travailleurs indépendants de la pêche maritime et des employeurs de pêche maritime de moins de onze salariés ainsi que des travailleurs indépendants et des employeurs de culture marine, par l'existence de secteurs d'activités complémentaires, par un niveau général de qualification ou par des perspectives communes d'évolution des métiers.

## R. 6331-51

Décret n°2022-244 du 7 mars 2022 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'agrément peut être retiré par arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, des gens de mer et de la pêche maritime lorsque les dispositions légales applicables à l'organisme ou les conditions particulières prévues le cas échéant par l'agrément ne sont pas respectées.

La décision de retrait intervient après que l'organisme gestionnaire a été appelé à s'expliquer.

## R. 6331-52

Décret n°2022-956 du 29 juin 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La contribution prévue à l'article **L. 6331-53** est versée par les organismes de recouvrement à France compétences, selon des modalités précisées par convention conclue respectivement avec les organismes mentionnés aux articles L. 225-1-1 du code de la sécurité sociale et L. 723-11 du code rural et de la pêche maritime, après déduction des frais de gestion mentionnés respectivement à l'article **L. 6331-52** du présent code.

La part due à l'opérateur de compétences en application du 1° de l'article **L. 6331-53** est reversée par France compétences au plus tard le 1er mars de l'année qui suit le recouvrement de la contribution.

## R. 6331-54

Décret n°2022-956 du 29 juin 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'opérateur de compétences mentionné au 1° de l'article **L. 6331-53** désigne en son sein une section particulière. Cette section est gérée par les organisations syndicales représentatives des travailleurs indépendants et des employeurs de la pêche maritime et des cultures marines.

Ses disponibilités sont régies par les dispositions de l'article **R. 6332-77-1**.

### Sous-section 4 : Artistes auteurs

## R. 6331-64

Décret n°2021-1916 du 30 décembre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I. # Il est créé au sein de l'opérateur de compétences chargé de gérer la contribution mentionné à l'article **L. 6331-55** une section particulière chargée de gérer les contributions mentionnées à l'article **L. 6331-65** du présent code.